



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
8 avril 2011  
Français  
Original: anglais et espagnol

### Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

#### Vingtième session

Vienne, 11-15 avril 2011

Point 6 de l'ordre du jour provisoire\*

#### **Tendances de la criminalité dans le monde et nouvelles questions et mesures prises dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale**

#### **Chili, Mexique et Pérou: projet de résolution**

#### **Promotion de l'assistance technique et du renforcement des capacités pour lutter contre la cybercriminalité**

*La Commission pour la prévention du crime et la justice pénale,*

*Rappelant* les résolutions de l'Assemblée générale 55/59 du 4 décembre 2000, 55/63 du 4 décembre 2000, 56/121 du 19 décembre 2001, 63/195 du 18 décembre 2008 et 64/179 du 18 décembre 2009,

*Rappelant également* la résolution du Conseil économique et social 2009/22 du 30 juillet 2009, ainsi que ses résolutions 2007/12 du 25 juillet 2007 et 2007/19 du 26 juillet 2007 sur la stratégie de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour la période 2008-2011,

*Ayant à l'esprit* que la Déclaration de Salvador sur des stratégies globales pour faire face aux défis mondiaux: les systèmes de prévention du crime et de justice pénale et leur évolution dans un monde en mutation<sup>1</sup>, adoptée par le douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, constatait que le développement des technologies de l'information et des communications et l'utilisation croissante de l'Internet ouvraient de nouvelles possibilités aux délinquants et favorisaient la progression de la criminalité,

\* E/CN.15/2011/1.

<sup>1</sup> A/CONF.213/18, chap. I, résolution 1.



*Consciente* des défis auxquels sont confrontés les États, en particulier les pays en développement, dans leur lutte contre la cybercriminalité et soulignant la nécessité de renforcer les activités d'assistance technique et de développement des capacités de prévention, d'enquête et de répression de l'utilisation des technologies de l'information à des fins criminelles,

*Reconnaissant* qu'il est important d'intensifier la coopération internationale pour faciliter la prévention et la répression de la cybercriminalité ainsi que les enquêtes et les poursuites, y compris par la fourniture d'une assistance technique pour l'adoption et le renforcement de lois nationales,

*Accueillant avec satisfaction* la résolution 65/230 de l'Assemblée générale du 21 décembre 2010 sur le douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, qui recommandait que l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime fournisse aux États qui en font la demande, en coopération avec les États Membres, les organisations internationales compétentes et le secteur privé, une assistance technique et une formation afin d'améliorer la législation nationale et de renforcer la capacité des autorités nationales pour lutter contre la cybercriminalité sous toutes ses formes, y compris la prévenir, en détecter les manifestations, enquêter sur celles-ci et en poursuivre les auteurs, et renforcer la sécurité des réseaux informatiques,

*Rappelant* que la Déclaration de Salvador adoptée par le douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale reconnaissait la vulnérabilité des enfants et demandait au secteur privé de promouvoir et d'appuyer les efforts visant à prévenir les abus et l'exploitation sexuels des enfants par le biais de l'Internet, et rappelant aussi la décision de la Commission d'entamer un débat thématique pendant sa vingtième session sur le sujet de "la protection des enfants à l'ère numérique: de l'utilisation malveillante des technologies dans la maltraitance et l'exploitation des enfants",

*Soulignant* l'utilité de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée pour renforcer la coopération internationale en vue de prévenir et réprimer la cybercriminalité et mener des enquêtes lorsque l'infraction est de nature transnationale et qu'un groupe criminel organisé y est impliqué,

*Rappelant*, dans ce contexte, qu'en vertu de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée<sup>2</sup>, les États parties sont tenus d'établir, de développer ou d'améliorer, dans la mesure des besoins, des programmes de formation spécifiques à l'intention du personnel de leurs services de détection et de répression, y compris des magistrats du parquet, des juges d'instruction et des agents des douanes, et que ces programmes peuvent porter sur les méthodes utilisées pour combattre la criminalité transnationale organisée perpétrée au moyen d'ordinateurs, de réseaux de télécommunication ou d'autres techniques modernes,

*Soulignant* qu'il est important, tout en combattant la cybercriminalité, de protéger les droits de l'homme et la vie privée,

*Reconnaissant* le rôle de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime dans la fourniture d'une assistance technique par le biais de ses programmes régionaux et thématiques et rappelant que l'Office devrait, lorsqu'il met au point et

---

<sup>2</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2225, n° 39574.

exécute ses programmes d'assistance technique, chercher à obtenir des résultats viables et durables en matière de prévention, de poursuites et de répression, en particulier grâce à la mise en place de systèmes de justice pénale et à la modernisation et au renforcement des systèmes existants ainsi qu'à la promotion de l'état de droit, et devrait aussi concevoir ces programmes de telle sorte que ces objectifs soient atteints pour toutes les composantes du système de justice pénale, de manière intégrée et dans une perspective à long terme, de façon à renforcer les capacités des États demandeurs à prévenir et réprimer les différents types de criminalité qui affectent leurs sociétés, y compris la criminalité organisée et la cybercriminalité,

1. *Prie à nouveau* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en coopération avec les États Membres, les organisations internationales et régionales compétentes et le secteur privé, de continuer à fournir aux États en faisant la demande une assistance technique et une formation portant en particulier sur la prévention et la détection de la cybercriminalité sous toutes ses formes, ainsi que sur les enquêtes et les poursuites;

2. *Prie* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en partenariat avec les États Membres, les organisations internationales et régionales compétentes et le secteur privé, d'examiner la possibilité d'élaborer un plan d'action global pour la fourniture d'une assistance technique et le renforcement des capacités visant à combattre la cybercriminalité, qui comprendrait les éléments suivants:

a) Mesures visant à répondre aux besoins des pays en développement concernant les ressources matérielles et la formation d'experts;

b) Assistance technique et renforcement des capacités aux fins des enquêtes et des poursuites, y compris une coopération internationale;

c) Mesures visant à lutter contre l'usage malveillant des technologies de l'information, dont l'Internet, pour la maltraitance et l'exploitation des enfants, notamment dans les pays en développement;

d) Identification et élaboration de méthodes sûres de dénonciation de ces délits;

e) Échange d'informations et de bonnes pratiques sur la lutte contre la cybercriminalité, y compris aux fins de prévention;

f) Sensibilisation et éducation du public, y compris des utilisateurs de l'Internet, et l'organisation de campagnes d'information;

3. *Prie aussi* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de renforcer sa coopération avec les États membres, les organisations internationales et régionales compétentes, telles que l'Organisation internationale de police criminelle, l'Office européen de police, l'Union internationale des télécommunications, la Commission européenne et le Conseil de l'Europe ainsi qu'avec le secteur privé, y compris les sociétés d'informatique et les fournisseurs d'accès à l'Internet, en vue de combattre la cybercriminalité;

4. *Prie* le Secrétaire général de lui faire rapport à sa vingt-deuxième session sur la mise en œuvre de la présente résolution.